

COMBAT OUVRIER

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Supplément au mensuel

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI & SAMEDI

MERCREDI 4 FEVRIER 1975

PRIX : 0,30 F

EDITORIAL

C'EST LA SOCIÉTÉ QUI
POUSSE LES JEUNES
AU VOL

Chaque semaine qui passe apporte son lot de petits voleurs, le plus souvent organisés en bandes, depuis quelque temps. La grande presse ne fait pas faute de placer à la une de ses journaux ces vedettes involontaires de l'actualité. Le phénomène est suffisamment courant pour que l'on tente d'en donner une explication. Cela d'autant plus qu'il s'agit en général de jeunes.

Un grand journal écrivait à propos de l'une de ces bandes de jeunes qu'ils ne "s'étaient jamais signalés par leur amour du travail". On pourrait en dire autant de milliers de jeunes en Guadeloupe et en Martinique. Combien de jeunes sortent des CET ou des écoles de formation professionnelle et restent sans travail pendant de longs mois, jusqu'à ce que découragés ils partent en France à la recherche d'un emploi. Combien d'autres refusant encore la solution du départ en France se "débrouillent". Il leur reste alors les "jobs" à la petite semaine ou les petits vols, jusqu'à ce qu'ils se fassent épingler un jour et voient paraître leurs photos à la une d'un grand journal spécialisé dans ce genre de choses.

Si la société avait prévu des activités pour ces jeunes ils ne seraient pas réduits à ce genre de solutions. Mais l'administration qui est si prévenante pour les riches ne se soucie guère de prendre des mesures énergiques contre le chômage qui règne ici.

Alors qu'il serait possible dès maintenant de réduire considérablement ce chômage en diminuant les heures de travail dans toutes les entreprises et administrations, sans pertes de salaires et en répartissant le travail entre le maximum de bras. Il serait aussi possible de créer dès maintenant des domaines agricoles en nombre suffisant pour satisfaire les besoins de la population en produit alimentaire. Cela permettrait aussi de donner du travail à ceux qui n'en ont pas.

Mais cela l'administration coloniale ne veut pas le faire car il lui faudrait s'attaquer aux intérêts des riches messieurs qui possèdent terres et usines.

Il reste alors aux jeunes et aux travailleurs sans emplois une seule solution : se battre pour contraindre l'administration à prendre ces mesures, se battre pour les imposer aux patrons et à l'administration coloniale.

L'ESCALADE des PRIX CONTINUE

PAIN, POISSON, LAIT AUGMENTENT EN MARTINIQUE

Ainsi, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que la préfecture de la Martinique suive la voie que lui avait tracée celle de la Guadeloupe. En effet, après les récentes augmentations du prix du pain en Guadeloupe, c'est maintenant au tour de la Martinique. Dès le début de la semaine le pain a subi une augmentation non négligeable, par exemple, celui de 600 gr qui était vendu 1,55 frs coûtera désormais 1,90 frs, soit une augmentation de 35 cts ! D'ailleurs, le pain n'est pas la seule marchandise à avoir subi ces jours-ci des augmentations. Le Kg de poisson qui coûtait 12,00 frs est passé à 15,00 frs, soit 3 frs d'augmentation. Le lait aussi a

augmenté. Les conséquences de ces dernières augmentations sont désastreuses pour les travailleurs qui voient leur pouvoir d'achat se dégrader de manière angoissante. Ainsi, face à la réalité, les illusions qu'avaient pu faire naître les promesses de Giscard s'envolent en fumée. Mais les travailleurs ne doivent pas se sentir désarmés parcequ'ils ne peuvent pas empêcher les prix d'augmenter. Car ils peuvent maintenir leur pouvoir d'achat en imposant aux patrons l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire l'augmentation systématique des salaires en fonction de la hausse réelle du coût de la vie.

L'ERYTHREE SOUS LES BOMBES des MILITAIRES "PROGRESSISTES"

Fin Décembre le Comité militaire qui dirige l'Erythrée déclarait que désormais il s'engageait dans la voie du socialisme. Un certain nombre d'entreprises et de banques étrangères ont été nationalisées. Ces mesures n'ont en réalité rien de socialiste, cela d'autant plus que le nouveau régime ne cherche en rien le moindre appui populaire.

Mais même vis à vis des aspirations nationales du peuple de l'Erythrée, il fait preuve de la même politique autoritaire et répressive.

Depuis quelques jours les combats font rage à Asmara, la capitale de l'Erythrée. On apprend aujourd'hui que la répression des militaires sur la population a été des plus brutales. Des villages entiers de paysans ont été purement et simplement rasés à la bombe par l'aviation éthiopienne.

Les militaires éthiopiens ont su chasser l'ancien empereur Haïlé Sélassié et la couche dirigeante féodale. Ils ont affirmé leur volonté de moderniser l'économie de l'Ethiopie, mais pour cela ils ne cherchent aucunement à s'appuyer sur les masses pauvres, travailleurs et paysans. Car ces militaires, s'ils ne veulent plus de l'ancien régime ne désirent pas non plus voir intervenir les travailleurs dans la politique du pays, de peur que cela n'aille trop loin.

Leur côté réactionnaire ou les limites de leur "progressisme" apparaissent bien dans leur attitude envers les érythréens. Comment pourraient-ils apporter la liberté et le progrès écono-

mique aux éthiopiens alors qu'ils répriment brutalement le peuple de l'Erythrée ?

Il y a de fortes chances que cette politique ne soit pas seulement appliquée à l'Erythrée mais aussi à d'autres minorités nationales et au peuple de l'Ethiopie. Le résultat le plus flagrant de cette politique sera de fournir aux anciennes classes dirigeantes la possibilité de trouver un appui populaire pour tenter de revenir à l'ancien état des choses.

Là aussi comme ailleurs une même conclusion s'impose : la seule possibilité réelle de changement passe par l'organisation et la lutte des opprimés eux-mêmes, avec leurs propres forces.

ELECTRICITE : PAS D'AUGMENTATION..... MAIS JUSQU'A QUAND ?

Il y a deux semaines, nous avons eu droit à toute une publicité concernant la récente déclaration du préfet Orsetti sur les tarifs d'électricité, orchestrée par la grande presse. Ainsi, d'après le préfet, les 14 % d'augmentation, réclamées par la SPEDEM sur le prix du kilowatt/h domestique, sont refusées et aucune autre augmentation n'aura lieu durant l'année. Pour les travailleurs, ce n'est qu'une promesse de plus. Cependant, si le gouvernement a été contraint, d'en faire, c'est grâce aux luttes menées par les travailleurs en février 74. Car la politique de Giscard consiste à faire semblant de lâcher quelques miettes dans les sec-teurs qui bougent pour tromper les travailleurs.

BIGEARD UN TORTIONNAIRE AU GOUVERNEMENT

Dans le mini-remaniement ministériel opéré dernièrement par Giscard, c'est la nomination de Bigeard au secrétariat à la défense qui apparaît comme le fait le plus important. C'est que, après les manifestations des appelés de Draguignan, à Karlsruhe, et alors qu'un peu partout les jeunes militaires ne veulent plus accepter le crétinisme, la brutalité et le racisme des chefs galonnés dans les casernes, alors que le principe même du service militaire tel qu'il est imposé actuellement est remis en cause par des milliers de jeunes, il faut bien tenter de remédier au "malaise de l'armée". Le gouvernement a donc fait appel à Bigeard, ce général tortionnaire qui a gagné ses galons au cours de toutes les guerres coloniales, en Indochine, en Algérie, celui qui, avec ses paras a su si bien "mater" les militants Algériens par la torture et les assassinats en masse lors

de la "bataille d'Alger" en 1957. En nommant Bigeard au gouvernement, Giscard veut redonner le moral aux cadres de l'armée et aussi mater la révolte des jeunes dans les casernes, ou tout au moins les intimider par la présence de "l'homme fort", du "baroudeur", à la défense nationale.

Mais les jeunes de Draguignan, ceux de Karlsruhe et les autres qui en ce moment dans de nombreuses casernes refusent le système militaire bourgeois ne seront pas dupes ! Ils savent que Bigeard est avant tout un chef militaire rompu aux techniques de répression qui n'hésitera pas, le moment venu à employer la "manière forte". Il n'est donc pas certain que le remède employé par Giscard ne va pas aggraver le "malaise" qu'il prétend combattre.

UN HYPERMARCHÉ A BAIE-MAHAULT

Dans notre numéro daté du 29-1-75, nous avons fait état du projet de construction d'un Hypermarché dans la région du rond-point de Baie-Mahault, et de la position prise par les petits commerçants qui avaient décidé de tout faire pour empêcher la réalisation de ce projet. Mais il se trouve que ceux-ci escomptaient une décision favorable du préfet, car c'est lui qui en dernier ressort devait décider.

Eh bien, le préfet J. Le Cornec a décidé et comme de bien entendu, il a décidé en faveur de ceux qu'il représente, en faveur des riches et des exploités : l'hypermarché sera construit. Tant pis pour les petits commerçants de Pointe-à-Pitre et de la région. Et qui plus est, Le Cornec a le culot de prétendre que sa décision, celle d'autoriser la construction de ce grand centre commercial, va dans le sens de la lutte contre la haus-

se des prix. Comme si les Prisunic, Unimag et autre Superette aident à lutter contre la hausse des prix. Qu'on se souvienne de l'histoire du Prisunic : tout de suite après l'ouverture, les prix étaient effectivement inférieurs à ceux pratiqués ailleurs, mais cela ne dura que le temps nécessaire à la publicité. Et aujourd'hui, ces potentats du commerce de détail ainsi que ceux du commerce de gros peuvent se permettre de faire des profits énormes en augmentant de manière arbitraire les prix. Et après, la radio, la Télévision et France-Antilles voudront nous faire croire que ce sont les petits commerçants, les petits marchands qui sont responsables de la hausse des prix alors qu'aucun de ces organismes ne propose d'aller jeter un oeil sur les cahiers de compte des Boulogne, Vivie, Audebert, Prisunic et autres du gros négoce et de la distribution.

"L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME"

(LES LUTTES DES FEMMES FORCENT A PARLER D'ELLES)

1975 a été déclarée, par décision de l'ONU, Année Internationale de la Femme. On ne peut s'empêcher de penser que l'Assemblée Internationale a mis bien du temps pour s'apercevoir que la condition de la femme dans la société actuelle constitue un véritable scandale.

Les révolutionnaires socialistes n'ont pas attendu une quelconque décision de l'ONU pour mettre en évidence cette situation et lutter pour la transformer.

Dès la fin du 19ème siècle, August Bebel, dirigeant ouvrier allemand, écrivait un livre : "La femme et le socialisme", dans lequel il dénonçait l'oppression particulière subie par les femmes dans la société capitaliste. Il montrait l'inégalité fondamentale entre la femme et l'homme, notamment sur le plan juridique, social et économique ; l'infériorité des salaires versés aux femmes ; la double journée de travail qui est la leur : après le travail à l'usine, dans les champs ou au bureau, celui qu'il faut effectuer à la maison. Et la conclusion à laquelle Bebel aboutissait demeure encore la nôtre aujourd'hui : la situation de la femme ne changera réellement, définitivement, que lorsque la société qui est à l'origine de cette situation, la société capitaliste, sera détruite et remplacée par une société d'où sera bannie toute inégalité.

Est-ce à dire qu'en attendant l'avè-

nement du socialisme, nous n'avons qu'à nous croiser les bras ? Certes non. Les femmes ont déjà, par de nombreuses luttes, contraint la bourgeoisie et ses lois au recul. Le projet de loi sur l'avortement en est un exemple récent.

Et beaucoup reste à faire, et peut être réalisé, si l'action est menée avec une détermination suffisante. C'est pourquoi dès maintenant nous sommes prêts à nous associer à toute initiative qui pourra être prise en faveur de l'amélioration de la condition de la femme, même si nous pensons que cela doit être fait non seulement cette année, mais constituer un élément permanent de notre lutte.

APRES MIDI CULTURELLE à la Salle des Fêtes du LAMENTIN (Guadeloupe)

le 16 FEVRIER 1975
AU PROGRAMME :

- G. CONQUET
- Théâtre avec le groupe "POULBOIS"

ABONNEZ VOUS A COMBAT OUVRIER

A SAINTE LUCE un drame de la société coloniale

La semaine dernière, s'est déroulé un drame affreux, à Ste Luce : une femme âgée de 85 ans a péri brûlée vive dans l'incendie de sa maison, après s'être endormie en laissant une bougie allumée, mais ce genre de drame n'est pas seulement dû à une imprudence malheureuse : c'est bel et bien un drame de la misère.

Car, qui, sinon les travailleurs et les pauvres habitent les cases en bois, fibrociment et tôle, qui peuvent si facilement être la proie des flammes ? Qui, sinon les petites gens, les vieux sans ressources, éclairent encore à la bougie ou à la lampe à pétrole ? Ce ne sont pas les riches ni les nantis, qui courent de pareils risques dans leurs belles demeures. Et, le seul responsable dans cette affaire, c'est le colonialisme qui contraint des dizaines de milliers de travailleurs, femmes, enfants, vieillards à vivre dans de telles conditions.

SPEDEM : SERIONS NOUS

A LA CASERNE ?

Vraiment à la centrale de Pointe des Carrières nous en avons assez de tous ces petits chefs qui jouent aux capitaines de l'armée. Ces temps-ci, c'est le chef de la maintenance qui se met particulièrement en vedette. En effet, pour s'occuper, ce monsieur passe son temps à contrôler nos moindres déplacements et va jusqu'à chronométrer le temps que nous passons aux toilettes. Déjà, ces messieurs ont leurs revenus qui doublent ou triplent en arrivant (celui-là paraît-il était chef de quart en France) mais ne s'en contentent pas et passent leur temps à nous tracasser. Sans compter que, par ailleurs, ils font effectuer leurs travaux personnels par des ouvriers, pendant les heures de travail. Cet argent que la direction gaspille, elle ferait bien de l'utiliser pour embaucher du personnel. En attendant, nous ne sommes pas prêts à supporter les agissements de tels personnages et nous saurons y mettre fin par nos propres moyens.

LIVRES

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(de Sembene Ousmane)

(Collection Presses Pocket)

Ce livre retrace la grève dure et longue vécue par les travailleurs du chemin de fer Dakar-Niger en 1947.

Tout au long du livre, S. Ousmane nous fait vraiment vivre la grève des cheminots africains. Avec des mots simples, il sait montrer ce que fut la lutte de ces hommes et comment ils surent s'organiser pour triompher des administrateurs coloniaux.

Au travers de la lutte qui nous est montrée, nous voyons vivre tout une communauté en butte au racisme et à la violence des forces coloniales.

Mais l'organisation, la solidarité et la ténacité des cheminots leur donneront la victoire. Ce succès sera prometteur pour l'avenir.

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire N° 51.728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214 P.à.P.
B.P. 386 F.d.F.
Supplément au N° 46